



Radhi Meddeb Président d'IPEMED

Retrouver la voie de la confiance et de la solidarité

► En ce mois de mai, je salue l'élection à la tête de l'État français de François Hollande et j'exprime le vœu que cette élection fasse retrouver à la France, acteur central en Méditerranée, la voie de la confiance et de la solidarité avec les différents peuples de la région. La Méditerranée n'est ni de droite ni de gauche. Sa construction est une

nécessité. Ces dernières années, elle s'est enlue dans des montages institutionnels reprenant les fractures de la région, tout en refusant de s'attaquer à ses deux plaies majeures : les conflits israélo-palestinien et du Sahara occidental.

Le retour de la gauche pourrait remettre la politique en haut de l'agenda méditerranéen, réconcilier l'Europe avec ses intérêts à long terme, créer les conditions d'une plus grande solidarité financière, économique, sociale et humaine. Les discours économiques devraient être revisités pour plus de pragmatisme et moins de populisme, au service d'une vision et d'une pédagogie

renouvelées. L'intérêt de l'Europe est de monter en gamme et non de se cramponner à des industries de main-d'œuvre. Le vrai danger n'est pas dans les quelques millions d'emplois que la restructuration compétitive de l'industrie européenne pourrait créer en son Sud, pour aller vers plus de valeur ajoutée, mais dans les centaines de millions en Asie, atelier du monde, peu respectueux de dumping monétaire, social et environnemental. L'Histoire, la géographie, mais aussi l'accélération de la mondialisation, nous commandent plus de concertation, de solidarité et d'associer davantage les populations à ces choix civilisationnels.

Fièvre électorale

Ce mois de mai est riche en consultations électorales, tant au Nord qu'au Sud de la Méditerranée : Algérie, Égypte, Syrie, Grèce et France. Quelles en seront les conséquences sur les relations entre les deux rives ? Il est trop tôt pour le dire. Une volonté de changement s'exprime à travers les urnes, accompagnée d'incertitudes même s'il est impossible de mettre sur le même plan le déroulement des différents scrutins.

En Syrie, le président Bachar al-Assad a organisé le renouvellement du Parlement alors qu'il n'a plus le contrôle sur des zones entières du pays et que les forces de sécurité continuent à réprimer le soulèvement avec une violence extrême en dépit de l'engagement du régime à appliquer le plan de sortie de crise proposé par Kofi Annan. L'opposition parle de mascarade pendant que le pouvoir affiche une satisfaction à nier la réalité. Les Algériens ont pris le chemin des urnes, sans illusion, tant l'offre des partis ne suscite pas leur enthousiasme alors que les défis que le pays doit relever

ALORS QUE LES CONSULTATIONS ÉLECTORALES SE MULTIPLIENT DE PART ET D'AUTRE DE LA MÉDITERRANÉE, IL NOUS FAUT TROUVER DES SOLUTIONS COMMUNES POUR ÉVITER LE REPLI IDENTITAIRE QUI SÉDUIT UNE PARTIE DES POPULATIONS AUSSI BIEN AU NORD QU'AU SUD.



Amr Moussa, ancien chef de la Ligue arabe et ex-chef de la Diplomatie, le 11 mai, lors du débat télévisé entre les deux favoris à l'élection présidentielle : une première pour l'Égypte.

sont importants. Le scrutin a donné une forte représentation aux femmes (143 sur 462 sièges) tout en confortant le système en place, lequel a habilement joué de la rente pétrolière, mais jusqu'à quand ? Les Égyptiens qui, pour la plupart, ne rêvent que d'un retour à la normale vont élire leur président pour la première fois de façon libre mais sans connaître ses pouvoirs réels car il n'y a toujours pas de Constitution.

REJET Quant à la crise au Nord, elle provoque des changements de majorité. La plus grande incertitude concerne le devenir de la Grèce : quelle majorité arrivera à gouverner alors que le vote a exprimé un rejet des mesures d'austérité imposées par

l'Europe et le FMI ? En l'absence de coalition gouvernementale, le pays retournera aux urnes. Pour quel résultat ? Le parti néo-nazi risque d'améliorer son score déjà inquiétant tant les perspectives sont sombres dans un pays où « on gagne deux fois moins d'argent et où l'on paye deux fois plus d'impôts ».

Que peuvent les institutions européennes dans ce contexte et quel avenir pour les relations euro-méditerranéennes ? Nous avons plus que jamais besoin de bonnes volontés sur les deux rives afin de trouver des solutions communes et éviter le repli national, identitaire qui séduit une partie de l'électorat tant au Nord qu'au Sud.

Agnès Levallois

FINANCEMENT

La BEI soutient les priorités de l'UPM

● La Banque européenne d'investissement a confirmé par la voix de son président, Werner Hoyer, lors d'une rencontre avec le secrétaire général de l'UPM, Fathallah Sijilmassi, son engagement auprès des pays partenaires méditerranéens dans la période de transition qu'ils vivent afin de répondre aux fortes aspirations des populations. Ainsi, conformément au plan opérationnel de la BEI, qui prévoit d'allouer 2,3 milliards d'euros aux pays partenaires méditerranéens, Werner Hoyer a fait part de son soutien aux priorités fixées par l'UPM. Dans une première phase, la Banque pourrait déboursier 500 millions d'euros pour soutenir les projets avancés par l'UPM qui satisfont aux critères économiques, financiers et environnementaux de la BEI.



Werner Hoyer, président de la Banque européenne d'investissement.

INVESTISSEMENT

La Berd réaffirme son engagement

● Thomas Mirow, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) s'est rendu en Tunisie, son premier voyage officiel dans la région, afin de réaffirmer l'engagement de la Banque à soutenir le développement économique dans la région du Sud et de l'Est de la Méditerranée, en partageant avec ces pays l'expérience acquise lors de la transition en Europe centrale et orientale. « *Nous pensons commencer les investissements dans certains projets tunisiens d'ici le début du mois de septembre* » a-t-il précisé, et d'ajouter : « *Nous sommes conscients des besoins des pays en transition et pouvons offrir à la Tunisie notre expertise et notre savoir-faire* ».

INNOVATION

20 projets à l'étude pour 2012

● Le Fonds d'amorçage, de réalisation et d'orientation (Faro), un dispositif de subvention de l'Union pour la Méditerranée pour



favoriser les partenariats entre entrepreneurs innovants des pays de la Méditerranée, ambitionne de financer 20 projets supplémentaires en 2012, en plus des 24 qui ont déjà été présélectionnés (voir *Ipemed News* n°21, page 2). Il dispose d'un budget d'un million d'euros. Un comité de pilotage en charge de la sélection se réunit chaque mois pour valider les projets, afin de permettre un déblocage rapide de la subvention. Ce comité est composé d'un groupe restreint représentant les actionnaires du fonds : l'État, via la mission interministérielle de l'UPM, l'Agence française de développement, la Caisse des Dépôts et Oseo. Les projets éligibles doivent être innovants, contribuer au développement économique, social ou environnemental d'un pays de la rive sud de la Méditerranée et impliquer des intervenants de trois pays différents (dont au moins un de la rive sud de la Méditerranée). Les promoteurs éligibles au Faro sont les entreprises, les laboratoires, les centres de recherche sous contrat, les groupements d'entreprises sous forme de Groupes d'intérêt économique, associations ou fédérations professionnelles ayant leur siège social dans l'Union européenne et dont l'effectif est inférieur à 250 personnes. Le Faro vise également à favoriser la création d'emplois locaux. À titre d'exemple, le centre d'appel Parrainer la croissance, utilisant des technologies innovantes à Bethléem dans lequel travailleront des opérateurs israéliens et palestiniens.

INSTITUTIONS

Young Arab Voices se mobilise

● Lors d'une réunion au siège de la Ligue arabe au Caire, son secrétaire général, Nabil El Araby, a appelé les jeunes Arabes à jouer un rôle central dans la reconstruction des institutions régionales. Cette rencontre qui s'est tenu dans le cadre du programme régional

Entreprise financée par le Faro, Lenara développe avec le Maroc un procédé de valorisation de la peau de figue de barbarie tunisienne pour l'alimentation animale.



Nabil El Araby, secrétaire général de la Ligue arabe au Caire.

de débat, Young Arab Voices, était organisée conjointement par la Fondation Anna Lindh (FAL) et le British Council (BC). Elle a rassemblé des jeunes venant de différents pays tels que l'Égypte, la Libye, la Tunisie, la Jordanie, le Maroc et la Palestine. Une nouvelle plateforme média a également permis la participation en direct de jeunes de Syrie, du Yémen et du Koweït. Young Arab Voices a été lancé lors des mouvements de contestation qui ont agité la région et met l'accent sur le développement des compétences, des débats et de la promotion des jeunes.

PARTENARIAT

Accord entre UPM et Dii

● L'Union pour la Méditerranée et l'initiative industrielle Dii, qui ont comme objectif commun le développement des énergies renouvelables dans la région méditerranéenne, viennent de signer à Marrakech un accord visant à renforcer leur coopération. Les deux organisations travaillent à l'élaboration de leur stratégie à long terme respective, le Plan solaire méditerranéen (PSM) et Desert Power 2050. En collaboration avec 56 partenaires industriels issus de 15 pays, Dii facilite la mise en place de la vision Desertec. L'initiative se concentre sur la création d'un grand marché des énergies renouvelables issues d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient d'ici à 2050. Ceci inclut le développement de marchés énergétiques intégrés et l'identification de technologies adéquates pour produire et transporter cette énergie. La stratégie à long terme de Dii, Desert Power 2050, détermine quelles technologies adopter dans quelles zones géographiques de façon à ériger un système électrique basé sur les énergies renouvelables non seulement durables mais également fiables et viables sur le plan économique en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et en Europe.



Les technologies solaires ont atteint un stade de maturité suffisant pour un développement à grande échelle.

Où en est le Partenariat de Deauville ?

Le Partenariat de Deauville, dont la mission est de soutenir les transformations politiques et économiques des pays du Sud, est désormais bien en place. Le sommet de Camp David a permis de confirmer ses engagements.

Le Partenariat de Deauville, lancé lors du sommet du G8 à Deauville en mai 2011, a poursuivi ses travaux en 2012 dans le cadre de la présidence américaine du G8. La préparation du sommet de Camp David des 18 et 19 mai a donné lieu à une série de rencontres qui permettent d'avoir une vision sur les actions engagées depuis l'année dernière et sur les perspectives de développement du Partenariat. Sa définition générale se trouve confirmée et précisée. À l'occasion d'une réunion en Jordanie, les 11 et 12 avril, le pilier Commerce, Investissement et Intégration du Partenariat a été lancé ; celui-ci sera appelé à poursuivre les travaux de la Banque mondiale (SMI Marseille) et de la Banque islamique de développement.

PLUSIEURS PRIORITÉS La déclaration adoptée à cette occasion rappelle l'engagement des pays du G8 à soutenir l'investissement dans les pays du Partenariat, et l'engagement de ces derniers à mettre en place un environnement éco-

nomique favorable. Plusieurs priorités ont été soulignées : la coordination nécessaire entre les différentes initiatives ; l'importance des PME dans le développement économique ; l'objectif de l'intégration régionale et mondiale. À noter également la formule selon laquelle la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a le potentiel nécessaire pour devenir l'une des régions les plus dynamiques du monde.

À Washington le 20 avril, les ministres des Finances ont également fait le point sur les principales initiatives prises par la communauté internationale : *Partnership Capital Market Initiative*, destinée à permettre l'accès des pays du Partenariat au marché des capitaux ; *Private Sector Development Initiative*, lancée par les institutions financières internationales ; une prochaine extension de la compétence de la Berd aux pays du Partenariat⁽¹⁾ ; une plateforme de coordination des initiatives sous la direction de la Banque africaine de développement. La création d'un *Transition Fund* sera également proposée lors du prochain

Des priorités confirmées

● La réunion de Camp David a permis de confirmer l'engagement du G8 en faveur des pays en transition démocratique dans le cadre du Partenariat. Elle a également été l'occasion de faire le point sur les principales initiatives de la communauté internationale en faveur de ces pays, notamment la décision de la Berd de créer un fonds et de saluer les initiatives des pays du Partenariat avec leur déclaration sur la protection des investissements. Les priorités ont été rappelées, telles que l'appui aux PME, la nécessaire transparence, l'appui aux investissements et l'effort pour recouvrer les biens volés par les dictatures.



Barack Obama reçoit François Hollande dans sa villégiature de Camp David.



Sommet du G8 à Deauville en mai 2011. Derrière les chefs de gouvernement égyptien et italien, Essam Sharaf et Silvio Berlusconi, Barack Obama parle avec Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations unies.

sommet.

Un séminaire de haut niveau à Paris le 24 avril, sous la présidence du secrétaire d'État américain à la Croissance économique, a permis de préciser les objectifs dans le domaine de la gouvernance.

La mécanique du Partenariat est désormais bien en place, même si elle est encore appelée à se renforcer, et les actions engagées par les grandes institutions financières internationales font l'objet d'une coordination étroite. La participation des Arabes à l'effort de la communauté internationale, à travers la Banque islamique de développement, l'Arabie saoudite, les Émirats et le Qatar, constitue également un élément important. Le sommet de Camp David a permis de confirmer ces orientations ; il a été l'occasion d'aborder la question des engagements financiers avec la référence à un éventuel Fonds de transition. Mais la véritable échéance à ce sujet sera la réunion des ministres des Affaires étrangères qui se tiendra en septembre.

Michel Roche

1. Lors de la réunion annuelle de la Berd le 19 mai, il a été décidé de créer un fonds d'un milliard d'euros pour appuyer les démocraties émergentes avec l'ambition de porter rapidement sa capacité de financement à 2,5 milliards d'euros. Sont concernés

Le rôle-clé de Sfax dans la reconstruction de la Libye

Sfax est le principal pôle industriel de la Tunisie. Plus du tiers des PMI tunisiennes y sont basées. Depuis plusieurs décennies, ces industriels entretiennent des rapports commerciaux privilégiés avec leurs voisins libyens. Une fois le contexte régional normalisé, ils pourraient jouer un rôle central dans la reconstruction de la Libye.

Entretien avec Ameer Abdennadher, Leïla Ayedi et Moez Maalej, de l'Union des petites et moyennes industries de Sfax



AOÛT 2011. Suite à l'annonce de la chute de Tripoli, des milliers de réfugiés libyens envahissent les rues de Sfax.

Que représente le marché libyen pour les industriels sfaxiens ?

Sfax est la capitale industrielle de la Tunisie, mais elle a longtemps été mise à l'écart par les gouvernements de Bourguiba et de Ben Ali, plus favorables au développement du Nord du pays. Les industriels sfaxiens se sont donc tournés vers le Sud et vers la Libye, avec laquelle les liens sont forts, du fait des échanges humains qui ont toujours existé dans cette zone. Dans les années 1990, pendant l'embargo contre la Libye, les liens commerciaux se sont considérablement renforcés, notamment dans l'agroalimentaire, la construction et le textile. Aujourd'hui, on estime qu'un million de Libyens viennent chaque année à Sfax, pour affaires, pour se faire soigner ou visiter leurs concitoyens. En Libye, cette relation privilégiée se manifeste par les nombreux contrats de prestation que les Sfaxiens ont conclus avec les services publics et les entreprises. Il existe une vraie solidarité économique entre les deux pays, même si elle est difficile à chiffrer, du fait de la prépondérance des pratiques informelles en Libye.

Quelles ont été les conséquences de la guerre civile de 2011 sur votre relation à la Libye ?

La guerre a réduit quasiment à néant les échanges économiques entre la Tunisie et la Libye. Certains industriels sfaxiens,

pour qui ce pays représentait le principal marché, sont au bord de la faillite. Les contrats avec les entreprises publiques, qui engageaient parfois des sommes colossales, ont tous été rendus caducs à cause de la dénonciation de l'ensemble des actes du régime kadhafiste par les nouvelles autorités. Pour autant, personne dans le pays ne tient rigueur aux Tunisiens pour ces collaborations économiques passées. L'accueil des réfugiés libyens pendant la guerre civile a renforcé la solidarité fraternelle des deux nations, et chacun sait que le vent de liberté qui a chassé Kadhafi est venu de Tunisie. Les futurs décideurs compenseront les pertes essuyées par les fournisseurs sfaxiens, probablement en renouvelant les contrats annulés, quand viendra le retour à la normale.

Quel rôle tiendrez-vous dans la reconstruction de la Libye ?

Selon nos relais libyens, pour la reconstruction, la population donnera en priorité sa confiance à deux partenaires : la France, associée à la libération du joug kadhafiste, et la Tunisie, pour les raisons évoquées. Bien entendu, les firmes multinationales auront la mainmise sur les grands projets d'infrastructure et les opérations pétrolières. Mais la reconstruction se fera à plusieurs échelles, car tout est à rebâtir : habitations, routes, usines, hôpitaux, écoles... Le pôle indus-

triel sfaxien dispose d'avantages incomparables pour prendre part à ce travail de fond : nous sommes proches géographiquement (6 heures de route séparent Sfax et Tripoli), nous produisons les articles industriels nécessaires pour la reconstruction et nous sommes les seuls au monde à bien connaître la manière «singulière» des entrepreneurs libyens de faire des affaires.

Compte tenu de votre expérience, comment, d'après vous, l'intégration économique de la Tunisie et de la Libye peut-elle s'améliorer ?

En dépit de leur solidité, les relations économiques entre les deux pays restent trop informelles. Côté libyen, un fort besoin de régulation se fait sentir : la corruption généralisée, les complications douanières et la politique de subvention des produits de base ont biaisé les relations commerciales et les projets d'investissement. Nous souhaitons que les échanges soient plus réglementés. Par ailleurs, le renforcement de l'intégration suppose une amélioration du système de transport (terrestre, maritime et aérien) entre Sfax, Tripoli et Benghazi. En toute hypothèse, ce devrait être à l'Union du Maghreb arabe d'élaborer un tel programme d'aménagement régional.

Propos recueillis par Maxime Weigert
Chargé de recherches Ipemed

Algérie : un vote refuge ?

Malgré la victoire du FLN aux législatives du 10 mai dernier, les deux grands vainqueurs de cette élection sont l'abstention et les femmes. Celles-ci remportent 145 sièges contre 317 pour les hommes.

Après le vote sanction de 1991, le vote refuge de 2012 ? C'est, en tout cas, la signification que le ministre de l'Intérieur, Daho Ould Kablia, donne à la victoire du FLN lors des législatives du 10 mai dernier. Il est vrai que les électeurs qui avaient massivement opté pour le FIS en 1991 ne sont pas reconnus dans l'Alliance Algérie verte (AAV) de 2012, une alliance islamo-conservatrice dont les principales composantes participent au gouvernement depuis plus de dix ans et qui est tout sauf une force de changement ou d'assainissement de la vie politique locale. De surcroît, la légalisation récente d'une trentaine de partis peu connus sur le plan national a émietté le corps électoral sans le mobiliser vraiment. C'est donc l'abstention, y compris un grand nombre de votes nuls, qui remporte *de facto* ces élections législatives. L'abstention aurait probablement été plus élevée encore si le pouvoir – conscient qu'elle était la plus coriace de ses adversaires – n'avait tout fait pour la juguler. La pression exercée sur les fonctionnaires, en particulier sur la police et l'armée (avec des bureaux de vote spéciaux), a largement permis d'atténuer ce taux fatidique.

GRANDE NOUVEAUTÉ Mais la grande nouveauté est incontestablement l'entrée dans la nouvelle Assemblée de 145 femmes (contre 317 hommes) un nombre suffisant pour qu'elles n'y soient pas de simples potiches. On



10 mai 2012, le bureau de vote d'Ain Oulmene, à 30 kilomètres au sud de Setif.

compte notamment 68 élues du FLN, 23 du RND (Rassemblement national démocratique, du Premier ministre sortant Ahmed Ouyahia), 15 de l'AAV, 10 du PT (Parti des travailleurs, de Louisa Hanoune) et 7 du FFS (Front des forces socialistes, de Hocine Aït Hamed). Or le Code de la famille avait été au centre de la campagne de la mouvance islamiste qui avait projeté de le durcir en cas de victoire le 10 mai, alors même qu'il n'est déjà pas en l'état des plus favorables aux femmes.

Bien qu'aucun sondage ne permette de l'affirmer, il est probable que nombre d'électorales se sont (dans le secret de l'isoloir) détournées du vote «vert» pour apporter leurs suffrages à une candidate de leur choix.

Il n'est cependant pas sûr que le pouvoir sortira renforcé de ce scrutin qui n'a pas été aussi transparent qu'annoncé. Seule une participation massive aurait permis de cautionner la démarche suivie, depuis un an, des réformes politiques à petits pas, sensées juguler la contagion des *révolutions arabes* : selon le président Bouteflika la nouvelle Assemblée populaire nationale sera chargée, de « *parachever l'adaptation du système juridique national dans le sillage des réformes politiques* ». Mais ces réformes, déjà élaborées par le gouver-

nement sortant, n'ont guère marqué l'opinion algérienne, ni par leur nouveauté, ni par leur audace... Et aucune ouverture n'a été opérée en direction des syndicats autonomes qui restent soumis à l'arbitraire et aux intimidations, quand ce n'est pas à la répression pure et simple de ses militants.

SE PROTÉGER Le pouvoir algérien s'est surtout protégé de la grogne populaire en multipliant les contre-feux : subvention des produits de bases pour contrer les émeutes de la faim, hausse des salaires dans la fonction publique, soutien aux entreprises publiques déficitaires pour éviter des faillites et leur cortège de licenciements...

Cette orientation s'est traduite par une hausse de 35 % du budget de fonctionnement de l'État entre 2011 et 2012 et par une baisse parallèle de 30 % du budget d'équipement sensé préparer l'*après-pétrole*. Ce qui n'a pas empêché un nouveau déficit budgétaire, que vient année après année combler un Fonds pour les générations futures, qui s'apparente de plus en plus à un Fonds pour le soutien du pouvoir actuel.

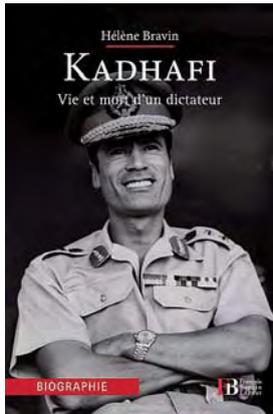
Nicole Chevillard

Rédactrice en chef de *Risques internationaux*

www.risques-internationaux.com/abonne/alerte_fichiers/Algeriemars12.htm

**Khadafi.
Vie et mort
d'un dictateur**

HÉLÈNE BRAVIN
François Bourin
éditeur, 2012



Dans cette biographie très bien documentée, Hélène Bravin retrace le parcours de Mouammar Kadhafi. Elle revient sur ses origines bédouines et sociales – il est issu d'une famille très pauvre – qui auront un impact sur toute sa vie. Au début de sa carrière politique, il aura un souci de justice, d'égalitarisme et voudra transformer le pays en le faisant passer de l'ère moyenâgeuse à celle de la modernité. Il entend émanciper la société libyenne grâce aux femmes, estimant qu'elles doivent travailler sans pour autant renier la tradition. Musulman pratiquant, il se veut progressiste et projette d'adapter l'islam au monde actuel, ce qui ne manque pas alors d'inquiéter les oulémas.

Peu de temps après le coup d'État de 1969, il affronte les *majors* présentes dans le pays, joue sur leurs failles et va obtenir une augmentation des prix du pétrole, réussissant seul ce que l'Opep n'était pas parvenu à faire, lui donnant ainsi une aura dans la région. Cette manne financière lui permettra de développer le pays mais très vite la Libye va sombrer dans l'anarchie, la corruption, le clientélisme, la mauvaise gestion, et Kadhafi va exercer une forte répression sur la société. Fin 2010, après plus de quarante ans de pouvoir, le système est au bord de l'implosion. Le chômage des jeunes explose, le secteur privé est limité et Kadhafi souhaite installer son fils réformateur, Saïf al-Islam, contre l'avis de la vieille garde. D'idéaliste révolutionnaire il est devenu dictateur, inspirateur d'une grande puissance économique et politique arabe, il est lâché par ses pairs. Sa carrière politique et sa vie s'achèvent avec le soulèvement du peuple dont il s'était complètement coupé. L'ouvrage retrace ce destin particulier, «incarnation moderne d'un personnage shakespearien».

**France Algérie.
Le grand
malentendu**

JEAN-LOUIS LEVET,
MOURAD PREURE

Archipel, 2012



Deux enfants d'Algérie, un fils de pied-noir et un musulman fils de moudjahid (combattant de la guerre d'Algérie), l'un économiste et l'autre spécialiste de géostratégie, engagent un dialogue sans tabou ni nostalgie et échangent aussi bien leurs souvenirs que leur analyse sur l'histoire de la France et de l'Algérie. Ils sont convaincus que Paris et Alger ont une trajectoire commune et ils abordent les questions essentielles : immigration, intégration, place de l'islam. Ils estiment que «l'avenir de chacun de nos pays passe en grande partie par l'autre» et considèrent qu'à l'heure de la forte présence chinoise ou indienne en Algérie, Paris et Alger doivent coopérer et faire fructifier leurs richesses dans divers domaines : énergie, tourisme... Enfin, ils plaident pour un partenariat privilégié reposant sur le lien franco-algérien et le devenir de ces deux pays au sein de l'Euroméditerranée. ■

SUR LE NET

**Après la révolution :
l'UE et la transition arabe**

TIMO BEHR
www.notre-europe.eu

● Un an après les révolutions arabes, ce *Policy Paper* du think tank Notre Europe cherche à évaluer dans quelle mesure les politiques de l'UE ont changé et si la révision de la Politique européenne de voisinage offre un cadre adapté à l'action de l'UE dans une région en constante évolution et dont les processus de transition en cours représentent un défi de taille. L'auteur, Timo Behr, estime que, malgré certains changements positifs introduits par l'UE, les modalités et l'orientation des relations euro-méditerranéennes n'ont pas évolué. L'Union européenne conserve une vision euro-centrée de l'intégration du pourtour méditerranéen, reposant sur

une version «allégée» de la politique d'élargissement. Cependant, cette stratégie n'est pas réaliste. Au contraire, l'Union doit trouver comment concilier sa vision euro-centrée avec, d'un côté, la réapparition de tendances panarabes et panislamiques et, de l'autre, les perspectives d'émancipation dans les pays qui ont fait la révolution. Pour relever ce défi, l'auteur appelle à redéfinir les politiques euro-méditerranéennes de l'UE, à partir des fondamentaux de cette relation. Il faudrait commencer par reconnaître l'érosion de la puissance de l'UE et de sa capacité à définir l'orientation du changement politique et économique dans la région. L'auteur conclut en soulignant que les politiques de l'UE doivent intégrer certains éléments et principes de base afin de dépasser la logique centrée sur «l'élargissement

allégé». Parmi les éléments évoqués, notons que l'UE devrait, selon l'auteur, accepter dans son voisinage des sociétés «antilibérales»; éviter tout activisme excessif et se méfier des solutions toutes prêtes; instaurer une vraie conditionnalité positive; créer un partenariat multilatéral. Elle pourrait ainsi être un partenaire plus efficace et plus respecté dans une région de plus en plus hétérogène et convoitée.

**Perspectives
de l'économie mondiale**

FMI, mai 2012. www.imf.org

● Selon le dernier rapport du FMI, *Les perspectives économiques*, la zone Moyen-Orient Afrique du Nord traverse une période de changement sans précédent où les revendications sociales et

une conjoncture externe défavorable vont accroître les risques pesant à court terme sur la stabilité macroéconomique. Ces risques avaient été maîtrisés en 2011, mais avec une croissance qui s'essouffle, un chômage en hausse et des tensions budgétaires et extérieures persistantes, 2012 va être une année tout aussi difficile. Le taux de croissance dans ces pays, à l'exception des États pétroliers qui profitent du niveau élevé des cours, est en baisse, vu l'effondrement du secteur du tourisme, la chute des investissements étrangers et des exportations. Le Maghreb est soumis à des tensions dues à la réduction de la demande de la part des partenaires commerciaux européens, et la Jordanie et le Liban vont continuer de subir les retombées négatives de la situation en Syrie.

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Quel rôle pour le secteur privé local et international ?

Attijariwafa bank, CDG Développement, la Caisse des dépôts, l'Agence du Sud et Ipemed ont organisé conjointement le 11 avril 2012 à Casablanca un séminaire sur ce thème. Décryptage.

Le séminaire avait pour objectif de présenter la thématique des partenariats public-privé (PPP) dans le contexte de régionalisation initiée par le Maroc visant la création de régions dotées de compétences élargies, notamment en matière de montage et de mise en œuvre de projets de développement. Le séminaire fut l'occasion de décrire les cadres juridique et financier des PPP en Méditerranée et au Maroc plus spécifiquement, d'examiner les possibilités de montage de PPP marchands et non-marchands et de présenter les opportunités de financement des PPP, notamment dans le cadre de fonds d'équité ou de fonds de pension. Le Maroc dispose d'une longue expérience en matière de concessions, fondée sur le modèle français. Un projet de loi

consacre les principes de transparence, de concurrence, de définition des besoins et de partage des risques et rémunérations. Une cellule PPP au sein de la direction des entreprises publiques et de la privatisation a été créée. Elle a pour mission d'apporter un appui aux opérateurs publics et aux collectivités locales pour le montage et le suivi des projets.

Les participants au séminaire ont reconnu la nécessité de standardiser les procédures pour faciliter leur mise en place dans les Psem. Une liste de projets régionaux dans le Sud de la Méditerranée pourrait, en favorisant la transparence, être un élément incitatif pour les investisseurs et prêteurs internationaux afin de les amener à prendre part à des projets PPP dans la région. Enfin, il convient de



Le port Tanger Med, au Maroc, un exemple de partenariat public-privé.

favoriser les montages innovants faisant appel à l'expertise des fonds d'investissement et des opérateurs privés locaux et internationaux, publics et privés.

Amal Chevreau, chef de projet Ipemed

SIXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA GESTION DES DESTINATIONS

L'avenir du tourisme en Méditerranée

Les 16 et 17 avril 2012 à Djerba (Tunisie), l'Organisation mondiale du tourisme a organisé la sixième conférence internationale sur la gestion des destinations, consacrée à l'avenir du tourisme en Méditerranée. Inaugurée, entre autres, par Hamadi Djebali, Premier ministre de la Tunisie, Elyes Fakhfakh, ministre tunisien du Tourisme et Taleb Rifai, secrétaire général de l'Office mondial du tourisme (OMT), la conférence s'est structurée en trois sessions thématiques et autant d'ateliers géographiques. À l'heure où la région franchit les 300 millions d'arrivées internationales (résultat OMT 2011) et traverse la crise touristique du printemps arabe, les conférenciers ont abordé les problématiques

générales du tourisme méditerranéen et celles, plus spécifiques, auxquelles sont confrontées les rives nord, est et sud. Malgré la diversité des situations évoquées et des questions abordées, deux types d'enjeu ont été distingués. Le premier concernait la nécessité, pour la première région touristique du monde, d'accroître sa fréquentation, notamment par la diversification de ses marchés sources (Bric, tourisme domestique, tourisme Sud-Sud). Le deuxième concernait le besoin de diversifier les produits méditerranéens, sans pour autant que soit négligée l'offre balnéaire, qui demeure le principal avantage compétitif du tourisme régional. Le renforcement de l'attractivité des

destinations méditerranéennes requiert donc le renouvellement simultané de l'offre et de la demande. Les outils d'action ont également été présentés. Même si le rôle primordial des nouvelles technologies, l'influence des politiques touristiques volontaristes et l'importance de la formation ont systématiquement été mis en avant, il est avant tout ressorti que la région devrait pouvoir compter sur une coopération renforcée des différents pays du Bassin méditerranéen. La mutualisation de leurs expériences leur permettrait de faire face aux pressions concurrentielles qui s'exercent à l'échelle régionale comme à l'échelle globale.

Maxime Weigert
chargé de recherches Ipemed



Après avoir occupé des fonctions ministérielles au sein du gouvernement jordanien, Taleb Rifai est secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), sise à Madrid, depuis mars 2009.

« KPMG a un rôle essentiel dans le développement du Maghreb »



Jean-Luc Decornoy, président du directoire de KPMG France et membre fondateur d'Ipemed, nous dévoile la stratégie de son groupe dans les pays de la Méditerranée.

Quelle est la stratégie de KPMG en Méditerranée, région que vous abordez comme une entité à part entière ?

KPMG et moi-même, en ma qualité de président de KPMG France et de vice-président de la région EMA (Europe-Méditerranée-Afrique), sommes convaincus que l'Afrique est en pleine transformation et se trouve à une étape importante de son développement. Sa croissance, même si elle n'atteint pas encore celle de l'Asie, dépasse déjà largement celle de l'Europe. L'Afrique suscite l'intérêt de la Chine, preuve qu'elle a un rôle à jouer dans le développement économique mondial. Cette réalité et ce formidable potentiel existent bel et bien et nous nous devons de l'accompagner. Nos professionnels ont les compétences et l'expérience nécessaires pour faire en sorte que ce développement économique puisse s'accomplir en toute transparence, avec une gestion pertinente des risques tant pour les investisseurs que les entreprises.

KPMG France a pris conscience très tôt du potentiel économique de l'Afrique, et du Maghreb en particulier. Nous investissons et renforçons notre présence depuis plus de vingt ans en Algérie, en Tunisie, au Maroc, mais aussi dans les pays francophones sub-sahariens. Nous coordonnons nos efforts et

nos activités sur l'ensemble de cette zone afin de proposer à nos clients, grâce à des équipes locales et selon des méthodologies et standards internationaux, une gamme et une qualité de service partout où ils en ont besoin.

Avez-vous des projets de développement dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient ?

Dans les pays où c'est nécessaire, nous souhaitons montrer que nous sommes prêts à participer au développement de cadres réglementaires de haut niveau en comptabilité, gouvernance ou formation, organisation et exercice des métiers d'expertise comptable et d'audit. Le développement des pays méditerranéens requiert un système bancaire et financier performant, capable de fluidifier les flux de monnaie, drainer l'épargne et contribuer au financement des entreprises. C'est là que réside l'un des enjeux principaux du Maghreb. Nous avons là un rôle important à jouer.

Les bouleversements qui ont secoué les pays arabes ont-ils eu un impact sur votre activité ?

De toute évidence. Mais je souligne que la présence de KPMG en Afrique et dans les pays arabes a été précoce. En Tunisie, notamment, KPMG France s'appuie majoritairement sur des ressources locales et pérennes. Les bouleversements sont porteurs de changements. Souvent, l'opportunité et l'intérêt économiques ont été à l'origine des bouleversements politiques. Les peuples de ces pays ont besoin de l'appui d'Ipemed, comme de

celui de nos professionnels, pour saisir et réaliser ces opportunités de croissance dans les meilleures conditions.

Vous êtes membre fondateur d'Ipemed depuis la création de notre institut. Qu'est-ce qui a motivé votre adhésion ?

Depuis de nombreuses années et à chacun de mes voyages au Maghreb et en Afrique, j'ai senti que les gens prenaient collectivement conscience de l'intérêt d'une coopération entre pays méditerranéens. Ils la considéraient à la fois comme un relais de prospérité et de développement économique, et comme une réponse au phénomène de globalisation. Il me semble que l'Europe a compris peu à peu, quoique tardivement, que des synergies de croissance seraient possibles en se rapprochant des pays méditerranéens.

Parallèlement, même si je suis à chaque fois surpris par l'enthousiasme et la motivation de la jeunesse locale, je constate qu'ils veulent que les bénéfices de cette coopération entre les pays du Maghreb se concrétisent rapidement, que l'on montre que cela peut fonctionner et que cela fonctionne. C'est ce qui m'a conduit à rejoindre l'initiative d'Ipemed. Nous sommes fiers de participer, de par nos activités et au travers de notre engagement dans l'Institut, à la construction d'espaces plus sûrs et plus attractifs pour les investissements, et d'apporter une humble mais tangible contribution au développement économique du monde méditerranéen et des peuples qui le constituent.

Propos recueillis par Agnès Levallois